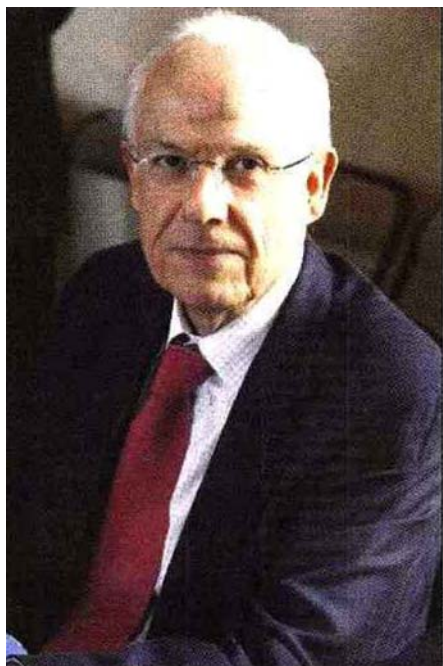


Alain Lambert : "Sarkozy doit redevenir abordable..."



Ancien ministre du Budget (dans le gouvernement Raffarin), Alain Lambert est sénateur UMP et président du conseil général de l'Orne.

France-Soir - Le gouvernement annonce une réduction drastique des déficits publics pour les trois années à venir. Mais n'a-t-on pas trop tardé ?

Alain Lambert - La réduction des déficits, ce n'est pas un choix politique. Toute majorité, sauf à étouffer le pays, y serait contrainte. Tout ce à quoi les Français sont le plus attachés – leur protection sociale, leur emploi – en dépend.

F.-S. Mais n'aurait-il pas fallu s'y prendre plus tôt ? Vous faites partie de ceux qui tiraient la sonnette d'alarme...

A. L. Même si la crise survenue depuis septembre 2008 a incontestablement contribué à créer un pic que nous n'aurions jamais atteint sans cela, la résorption du déficit n'a pas été, je le dis, suffisamment une priorité. C'est tout juste si les quelques orthodoxes que nous étions en la matière

n'étaient pas pris pour des maniaques, alors que nous ne faisons qu'annoncer ce qui se produit aujourd'hui. Si la discipline à laquelle on promet de se soumettre avait été tenue depuis quelques années, nous n'en serions pas là ! Le déficit est alimenté par notre incapacité malade à maîtriser nos dépenses !

F.-S. Dans ce contexte, le rabot général sur les niches fiscales, est-ce la bonne méthode ?

A. L. François Baroin a raison de s'attaquer aux dépenses parce que c'est le premier commandement pour la réussite d'un assainissement financier. Mais il ne faut pas seulement tenir les deniers de l'Etat : il faut aussi tenir les dépenses de la Sécurité sociale et des collectivités locales. Car l'expérience montre que seuls les ajustements financiers par la maîtrise des dépenses ont permis un retour de la croissance : cela a été le cas au Canada comme en Suède.

F.-S. Redoutez-vous la discussion du budget 2011, dans le contexte politique actuel ?

A. L. Cela ne devrait pas être un sujet entre majorité et opposition, mais entre esprit de responsabilité et inconscience ! Le climat politique délétère actuel affaiblit la France. Je me demande si la classe politique française mesure bien qu'elle pourrait devenir demain, comme les Bleus lors du Mondial, la risée du monde entier.

F.-S. En parlant de climat délétère, voulez-vous parler de l'affaire Woerth-Bettencourt ?

A. L. Il y a des principes essentiels, comme la présomption d'innocence, qui sont au cœur de toute démocratie. Si nous les bafouons, nous ne sommes plus en démocratie. J'espère qu'aucun homme politique ne souhaite cela.

F.-S. Eric Woerth n'aurait-il pas dû renoncer il y a déjà longtemps à ses fonctions de trésorier de l'UMP ?

A. L. J'accepte volontiers l'idée que le cumul des fonctions de ministre du Budget et de trésorier d'un parti politique – tout en étant juridiquement compatible – expose inutilement au soupçon le ministre concerné. Mais l'homme est d'une intégrité qui n'est pas contestée.

F.-S. Quels gestes attendez-vous de l'exécutif pour répondre à la crise que vit le pays ?

A. L. Des gestes d'apaisement et de concorde pour marquer l'écoute, la prise en compte des questions que se posent les Français de bonne foi. Il appartient au président de la République de les accomplir, tout en ne donnant pas le sentiment d'agir sous la pression médiatique. Il pourrait renverser l'image qu'il s'est créée en redevenant une personne facilement abordable, qui écoute et qui tient compte des avis des uns et des autres. Il y a toute une tranquillité à retrouver et à réinstaurer pour remettre le bateau dans la bonne direction !

Par **Propos recueillis par Anita Hausser**